IR.

L.6506/1.

2 9 I 1959

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 31 décembre 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "concernant les épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière en vue de leur accession au grade de major", a donné le 12 janvier 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 31e december 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de beroepsexamens opgelegd aan de officieren van het actief kader met het oog op hun bevordering tot de graad van majoor", heeft de 12e januari 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet exécute l'article 40 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, qui dispose :

"Nul officier ne peut être nommé au grade de major s'il n'a satisfait à des épreuves dont le Roi fixe les règles de participation, le programme et les modalités d'organisation.

Les officiers porteurs du brevet d'état-major ainsi que les officiers porteurs d'un brevet de valeur équivalente que le Roi détermine, peuvent être dispensés de tout ou partie de ces épreuves".

\+

\+ \+

En faisant allusion à des épreuves professionnelles, l'intitulé du projet pourrait faire croire que les épreuves visées à l'article 40 de la loi ne sont pas toutes réglées par le projet; on peut notamment penser à des épreuves d'endurance actuellement prévues par la réglementation et dont le projet ne parle plus. Comme l'intention du Gouvernement est de régler en un seul arrêté l'exécution de l'article 40 de la loi, il vaudrait mieux omettre le mot "professionnelles" dans l'intitulé du projet. Il gagnerait de plus à être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux épreuves pour l'accession au grade de major de carrière".

+

+ +

C'est pour la même raison que l'intitulé du chapitre Ier devrait être rédigé comme suit :

"Chapitre Ier. - Programmes des épreuves".

+

+ +

Article 1er.

Tous les officiers de la force terrestre doivent réussir,pour pouvoir être promus au grade de major, les épreuves prévues à l'article 1er du projet, à l'exception des officiers ayant une certaine qualification ou faisant partie de corps spéciaux pour lesquels des épreuves particulières sont prévues aux articles 2 à 10.

Il n'est dès lors nullement nécessaire d'énumérer au début de l'article 1er les corps de la force terrestre; cette énumération devrait être modifiée à chaque création d'un nouveau corps.

L'article 1er, 2°, contient une énumération des emplois qui actuellement sont confiés à des officiers du grade de major. Afin de réserver l'avenir, il y aurait lieu, ici aussi, d'employer une formule plus générale.

C'est pour répondre à ces deux observations qu'il est proposé de rédiger l'article 1er comme suit :

"Article 1er.-

Les officiers de la force terrestre, à l'exception de ceux dont il est question aux articles 2 à 10, doivent, pour pouvoir accéder au grade de major, satisfaire aux épreuves suivantes :

1° ... (comme au projet) ...

2° une épreuve pratique dont le but est d'établir que le candidat est capable de mettre en application dans un des emplois prévus pour le grade de major, ses connaissances relatives à la mise en oeuvre des unités ou organismes du corps auquel il appartient".

\+

\+ \+

Article 2.

L'article 2 prévoit que le candidat major médecin peut, à sa demande, subir une épreuve "sur une branche spéciale de l'art de guérir dont la pratique est utile à l'armée".

Pour que ce candidat ne soit pas désavantagé, une telle disposition suppose qu'en vertu de l'article 20 du projet, le Ministre fixe un système de cotation différent lorsque cette hypothèse se présentera; telle est bien la pratique actuelle qui résulte de l'ordre général T/42 du 16 décembre 1958.

Le projet n'indique pas "les branches spéciales de l'art de guérir dont la pratique est utile à l'armée". Comme ce sera au Ministre à en fixer la liste, il y aurait lieu de rédiger l'article 2, 1°, de la manière suivante :

"1° une série d'épreuves techniques portant sur la médecine générale, la chirurgie générale et, à la demande du candidat, sur une branche spéciale de l'art de guérir qu'il choisira parmi les spécialités reconnues par le Ministre de la Défense nationale comme utiles à l'armée".

A l'article 2, 2°, les mots "médico-militaires qui n'apportent pas aux épreuves dont il est question dans cet alinéa de qualification bien précise, doivent être omis.

En disposant en cet article 2, 2°, que les épreuves portent "notamment" sur la législation..., le projet semble donner au Ministre tout pouvoir d'ajouter des épreuves sur des matières qu'il fixera lui-même. Une telle disposition n'est pas compatible avec l'article 40 de la loi du 1er mars 1958, qui confie au Roi le soin de fixer le programme des épreuves.

Pour éviter d'éventuelles modifications au projet lorsque l'on procédera à une réorganisation du service de santé, il y aurait lieu de rédiger l'article 2, 3°, de la manière suivante :

"3° une épreuve pratique dont le but est d'établir que le candidat est capable d'exercer en campagne un des emplois prévus pour le grade de major médecin".

\+

\+ +

Article 3.

Pour les raisons invoquées à l'article 2, 2°, les mots "pharmaceutico-militaires" et "notamment" doivent être omis de l'article 3, 2°.

\+

\+ +

Article 4.

Pour les mêmes raisons, il est proposé de rédiger l'article 4, 2°, de la manière suivante :

"2° une série d'épreuves portant sur l'organisation et le fonctionnement du service de santé en temps de paix et en temps de guerre, sur des notions de législation relative à la médecine militaire ainsi que sur des notions de chirurgie maxillo-faciale et sur l'hygiène dentaire".

\+

\+ \+

Article 5.

L'énoncé de la première des épreuves prévues à l'article 5, 1°, gagnerait à être rédigé comme suit :

"- l'hygiène, la pathologie médicale et chirurgicale des animaux utilisés à l'armée, ainsi que la réglementation qui s'y rapporte".

L'énoncé de la dernière des épreuves prévues en ce même alinéa gagnerait à être rédigé comme suit :

"- les examens et rapports d'expertise concernant des accidents survenus à des animaux".

Pour les raisons énoncées à l'article 2, 2°, les mots "médico-militaires" et "notamment" doivent être omis à l'article 5, 2°.

L'énoncé de la seconde des épreuves prévues à cet article 5, 2°, gagnerait à être rédigé comme suit :

"- les principes d'établissement des cahiers de charges relatifs à l'achat de ces denrées, ainsi que la législation qui a trait à celles-ci".

\+

\+ \+

Article 6.

L'article 6 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 6.-

Les officiers dont il est question aux articles 2 à 5 sont dispensés des épreuves techniques qui les concernent s'ils sont membres d'une des académies royales de médecine ou agrégés de l'enseignement supérieur d'une des facultés de médecine ou écoles de médecine vétérinaire de Belgique ou du Congo belge".

\+

\+ \+

.../...

Article 8.

Par souci de concordance avec les autres dispositions du projet, et notamment avec l'article 7, il y aurait lieu de rédiger l'article 8 comme suit :

"Article 8.-

Les officiers ingénieurs des fabrications militaires doivent, pour pouvoir accéder au grade de major ingénieur des fabrications militaires, satisfaire aux épreuves suivantes :

1° une épreuve sur les connaissances administratives requises pour exercer un emploi de major ingénieur des fabrications militaires;

2° la rédaction et la défense d'une thèse sur un sujet en relation avec la spécialité technique du candidat, et destinée à établir que celui-ci possède les connaissances techniques nécessaires pour occuper un emploi de major ingénieur des fabrications militaires".

\+

\+ \+

Article 9.

Le liminaire de l'article 9 gagnerait à être rédigé comme suit :

.../...

"Pour pouvoir accéder au grade de major, les officiers dont il est question à l'article 1er qui remplissent, dans un organisme dépendant du service général des approvisionnements, certains emplois déterminés par le Ministre de la Défense nationale, peuvent présenter, à leur demande, au lieu des épreuves prévues à l'article 1er, les épreuves suivantes :

1° la rédaction et la défense d'une étude technique ... (la suite comme au projet) ...

2° la solution d'une question ... (la suite comme au projet) ... ".

\+

\+ +

Par souci de concordance, il y a lieu de remplacer le mot "fonction" par "emploi" à l'article 9, 1° et 2°.

\+

\+ +

Article 10.

L'article 10 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 10.-

Les officiers porteurs du brevet d'état-major ou d'administrateur militaire sont dispensés des épreuves d'accession au grade de major. Toutefois, les officiers médecins porteurs du brevet d'état-major ne sont dispensés que de l'épreuve pratique prévue à l'article 2, 3°".

+

+ +

Article 11.

Par souci de concordance avec les autres dispositions du projet, les mots "une série d'épreuves à caractère théorique", par lesquels commence l'article 11, 1°, peuvent être remplacés par les mots "une série d'épreuves théoriques"; le mot "fonctions" doit être remplacé à l'article 11, 1° et 2°, par le mot "emplois".

Le 2° pourrait être rédigé comme suit :

"2° une épreuve pratique, destinée à établir que le candidat est capable d'appliquer, dans les emplois de major du corps auquel il appartient, ses connaissances relatives à la mise en oeuvre des unités ou organismes de la force aérienne; pour les officiers du personnel navigant, cette épreuve comporte l'exécution d'une mission aérienne".

+

+ +

Article 12.

L'article 12 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 12.-

Les officiers porteurs du brevet d'état-major ou d'administrateur militaire sont dispensés des épreuves théoriques prévues à l'article 11,1°".

\+

\+ \+

Article 13.

Par concordance avec les autres dispositions du projet, les modifications de forme suivantes devraient être apportées à l'article 13 :

- au 1°, les mots "une série d'épreuves à caractère théorique" peuvent être remplacés par les mots "une série d'épreuves théoriques";

  les mots "des fonctions de major" doivent être remplacés par les mots "des emplois de capitaine de corvette";

- au 2°, les mots "une épreuve à caractère pratique" peuvent être remplacés par les mots "une épreuve pratique";

  le mot "fonctions" doit être remplacé par le mot "emplois".

.../...

Les deuxième et troisième alinéas du 2° gagneraient à être rédigés comme suit :

"Pour les officiers de pont, cette épreuve est une épreuve de commandement en mer; elle porte également sur la mise en application des connaissances qu'ils ont acquises dans une des spécialités navales déterminées par le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ +

Article 14.

L'article 14 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 14.-

Les officiers porteurs du brevet d'état-major ou d'administrateur militaire sont dispensés des épreuves d'accession au grade de major. Toutefois, les officiers de pont porteurs d'un de ces brevets ne sont pas dispensés de l'épreuve prévue à l'article 13, 2°".

\+

\+ +

.../...

Article 15.

Au 2°, le mot "résolution" doit être remplacé par "solution".

Au 3°, par concordance avec les autres dispositions du projet, les mots "les fonctions" seront remplacés par "les emplois".

+

+ +

Article 17.

L'article 17, alinéa 2, du projet dispose :

"Les candidats y sont convoqués en principe par ordre d'ancienneté. Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut déroger à ce principe pour régler des situations particulières".

Suivant la jurisprudence du Conseil d'Etat, une telle dérogation devra être motivée ou, tout au

.../...

moins, justifiée par les éléments du dossier (Conseil d'Etat, COUCKE, 12.7.1957, D.B. , p. 473). Il serait dès lors préférable de faire apparaître, dans le texte, cette nécessité de motivation. Il est proposé de rédiger cet alinéa 2 de la manière suivante :

"Les candidats sont convoqués suivant leur ordre d'ancienneté; toutefois, par décision motivée, le Ministre de la Défense nationale peut, dans des cas particuliers, déroger à cet ordre".

\+

\+ +

Article 18.

Par concordance avec les autres dispositions du projet, il y a lieu de remplacer le mot "fonctions" par le mot "emplois" à l'article 18, 1°.

\+

\+ +

Article 19.

L'article 19, alinéa 1er, gagnerait à être rédigé comme suit :

" Le jury de chaque épreuve est composé au moins de trois membres; l'inspecteur général du corps en fait partie de droit.

... ".

\+

\+ \+

Article 20.

Afin qu'aucune difficulté ne puisse surgir concernant les matières confiées à la réglementation ministérielle et notamment le système de cotation qui sera employé, il est suggéré de compléter l'article 20 du projet en confiant au Ministre le soin de fixer tous autres détails d'organisation des épreuves.

L'article 20 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 20.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine, pour les épreuves de chaque corps, le détail des programmes, la composition détaillée des jurys, les cotes d'exclusion, les dates des sessions et tous autres détails d'organisation des épreuves".

\+

\+ \+

/

Article 21.

L'article 21 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 21.-

Le candidat ne peut se présenter une seconde fois aux épreuves qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale; celui-ci décide si le candidat doit représenter tout ou partie des épreuves.

Cette autorisation ne peut être refusée qu'après consultation du comité d'avancement.

La demande d'autorisation doit être envoyée au Ministre de la Défense nationale dans les deux mois à dater de la notification de l'échec".

\+

\+ \+

Article 22.

L'article 22 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 22.-

L'officier qui, ayant réussi les épreuves d'accession au grade de major, est transféré dans un autre corps, peut être nommé major dans son nouveau corps, sans présenter les épreuves propres à celui-ci".

\+

\+ \+

L'arrêté royal du 17 décembre 1953 modifiant l'arrêté royal du 6 octobre 1951, pris en exécution de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, a introduit dans l'article 8 de cet arrêté du 6 octobre 1951, la disposition suivante :

"L'officier dont il est question à l'alinéa 1er qui, dans sa force ou catégorie, n'a pas été autorisé à suivre les cours et présenter l'examen de major ou a échoué à ce dernier, ainsi que celui qui a été dépassé, ne peuvent obtenir leur transfert qu'après avoir renoncé à participer à l'avancement".

Selon le projet d'arrêté royal au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 26 juin 1958 (projet n° L. 6222), cette disposition sera abrogée.

Si le Gouvernement entendait maintenir, en ce qui concerne les épreuves professionnelles, la règle qui avait été fixée dans l'arrêté royal du 17 décembre 1953, c'est dans le présent projet qu'une telle disposition pourrait être insérée.

\+

\+ \+

Les divers arrêtés qui actuellement règlent la matière des épreuves pour l'accession au grade de major contiennent tous une disposition rédigée, mutatis mutandis, comme suit :

"Les épreuves pour l'accession au grade de major ne constituent qu'un des éléments d'appréciation du candidat par le comité d'arme. La réussite de ces épreuves est une condition nécessaire mais non suffisante pour être promu à ce grade".

Une telle disposition ne fait évidemment que rappeler la loi suivant laquelle les grades d'officier supérieur sont au choix du Roi. Elle n'est, dès lors, nullement nécessaire; elle peut cependant être utile pour préciser, à l'intention des officiers, la portée exacte de la réussite des épreuves auxquelles ils sont astreints, et ceci d'autant plus que les arrêtés antérieurs ont toujours contenu une telle disposition. S'il entrait dans les intentions du Gouvernement d'insérer une disposition similaire dans le projet, elle pourrait être rédigée en s'inspirant de l'article 21 de l'arrêté royal du 14 juillet 1953, relatif à l'école des administrateurs militaires et aux épreuves de major administrateur militaire, dans les termes suivants :

"Les épreuves prévues au présent arrêté ne constituent qu'un des éléments sur lesquels se base le comité d'avancement pour donner son avis.

La réussite de ces épreuves est une condition nécessaire mais non suffisante pour être promu au grade de major ou de capitaine de corvette".

\+

\+ \+ .../...

Article 23.

Cet article devrait être scindé en deux articles. Le § 2 deviendrait l'article 24.

Il serait opportun de numéroter chacune des dispositions abrogatoires :

"1° l'arrêté du Régent du 27 mai 1947 ..., modifié par l'arrêté du Régent du 14 juillet 1950, par l'arrêté royal du 19 juillet 1952 et par l'article 22, 2°, de l'arrêté royal du 14 juillet 1953;

2° ... ".

L'arrêté royal du 8 juillet 1952 devrait, en outre, être cité avant celui du 12 juillet 1952.

Il est proposé pour l'article 24, la rédaction suivante :

"Article 24.-

Les officiers qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont été autorisés, après un premier échec, à recommencer en tout ou en partie les cours et épreuves, restent soumis à l'ancienne réglementation".

+

+ +

L'article 24 du projet deviendrait l'article 25. Son texte néerlandais devrait être rédigé comme suit :

"Artikel 25.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit".

La version néerlandaise du projet appelle, en outre, plusieurs observations de forme, qui figurent à la fin du présent avis.

Het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 40 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, hetwelk bepaalt :

"Geen officier kan in de graad van majoor worden benoemd indien hij niet slaagt bij examens waarvoor de Koning de regelen inzake deelneming, de programma's en de wijze van inrichting vaststelt.

De officieren, houder van het stafbrevet, als mede de officieren die houder zijn van een brevet van gelijke waarde, door de Koning bepaald, kunnen geheel of gedeeltelijk van deze examens vrijgesteld worden".

\+

\+ \+

Het woord "beroepsexamens" in het opschrift kan de indruk wekken, dat het ontwerp niet voor alle in artikel 40 van de wet bedoelde examens een regeling treft; bijvoorbeeld niet voor de thans door het reglement voorgeschreven uithoudingsproeven waarover het ontwerp niet meer spreekt. Daar de Regering de uitvoering van artikel 40 der wet in één enkel besluit wenst te regelen, schrappe men het woord "beroepsexamens" in het opschrift, dat dan als volgt kan worden gelezen :

"Koninklijk besluit betreffende de examens voor bevordering tot beroepsmajoor".

\+

\+ \+

.../...

Om dezelfde reden leze men het opschrift van hoofdstuk I als volgt :

"Hoofdstuk I.- Examenprogramma's".

\+

\+ \+

Artikel 1.-

Om tot majoor te kunnen worden bevorderd, moeten alle officieren van de landmacht slagen voor de in artikel 1 van het ontwerp voorgeschreven examens. Uitzondering wordt echter gemaakt voor officieren met een bepaalde kwalificatie of behorend tot bijzondere korpsen, voor wie de artikelen 2 tot 10 bijzondere examens voorschrijven.

Het is dus hoegenaamd niet nodig, vooraan in artikel 1 een opsomming te geven van de korpsen van de landmacht; telkens als een nieuw korps wordt opgericht, zou die opsomming moeten worden gewijzigd.

Artikel 1, 2°, geeft een opsomming van de betrekkingen die thans aan officieren met de graad van majoor worden toegekend. Met het oog op de toekomst zou ook hier een ruimere formule moeten worden gebruikt

Met inachtneming van deze beide opmerkingen wordt voorgesteld, artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Officieren van de landmacht, met uitzondering van de officieren van wie sprake is in de artikelen 2

.../...

tot 10, moeten, om tot majoor te kunnen worden bevorderd, voor de volgende examens slagen :

1° een reeks examens over de kennis der techniek van het korps waartoe de kandidaat behoort, en over het gebruik en het in werking brengen van de eenheden of organen van dit korps;

2° een praktisch examen waaruit moet blijken of de kandidaat bekwaam is, in een der voor majoors bestemde betrekkingen zijn kennis inzake het in werkir brengen der eenheden of organen van het korps waartoe hij behoort, in toepassing te brengen".

\+

\+ \+

Artikel 2.

Dit artikel bepaalt dat de kandidaat-majoor-geneesheer, op zijn verzoek, examen kan afleggen "over een speciale tak van de geneeskunde waarvan de praktijk nuttig is voor het leger".

Opdat deze kandidaat niet benadeeld wordt, veronderstelt een dergelijke bepaling dat de Minister krachtens artikel 20 van het ontwerp voor zulke gevallen een ander systeem van beoordeling kan vaststellen. Dit is overigens nu al het geval, blijkens de algemene order T/42 van 16 december 1958.

Het ontwerp zegt niet welke de speciale takken van de geneeskunde zijn "waarvan de praktijk nuttig is voor het leger". Aangezien de Minister de lijst daarvan zal vaststellen, dient artikel 2, 1°, als volgt te worden gelezen :

"1° een reeks technische examens over de algemene geneeskunde, over de algemene heelkunde en, op verzoek van de kandidaat, over een speciale tak van de geneeskunde welke hij kiest uit de door de Minister van Landsverdediging als dienstig voor het leger erkende specialiteiten".

In artikel 2, 2°, schrappe men de woorden "medico-militaire", die als omschrijving van de hier bedoelde examens ondienstig zijn.

Door in dit artikel 2, 2°, te bepalen dat de examens "inzonderheid" lopen over de wetgeving ..., schijnt het ontwerp de Minister volle bevoegdheid te verlenen om aan het programma examens toe te voegen over vakken die hij zelf kiest. Zulke bepaling strookt niet met artikel 40 van de wet van 1 maart 1958, dat de Koning belast met het vaststellen van de examenprogramma's.

Opdat geen wijziging van het ontwerp noodzakelijk wordt bij een latere reorganisatie van de gezondheidsdienst, leze men artikel 2, 3°, als volgt :

"3° een praktisch examen waaruit moet blijken dat de kandidaat bekwaam is om te velde een der voor de graad van majoor-geneesheer bestemde betrekkingen uit te oefenen".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 3.

Om dezelfde redenen als voor artikel 2, 2°, gelden, behoren de woorden "pharmaceutico-militaire" en "inzonderheid" ook in artikel 3, 2°, te vervallen.

\+

\+ \+

Artikel 4.

Steeds om dezelfde redenen wordt voorgesteld artikel 4, 2°, als volgt te lezen :

"2° een reeks examens over de organisatie en de werkwijze van de gezondheidsdienst in vredes- en in oorlogstijd, over begrippen der wetgeving inzake militaire geneeskunde, over begrippen van kaaks- en gelaatsheelkunde en over tandhygiëne".

\+

\+ \+

Artikel 5.

De tekst betreffende de eerste reeks der in artikel 5, 1°, voorgeschreven examens kan beter als volgt worden gelezen :

"hygiëne, genees- en heelkundige pathologie van bij het leger gebruikte dieren en desbetreffende reglementering".

De tekst betreffende het laatste der in dit lid voorgeschreven examens kan beter als volgt worden gelezen : .../...

"deskundigenonderzoekingen en -verslagen betreffende ongevallen waarvan dieren het slachtoffer zijn".

Zoals in artikel 2, 2°, behoren de woorden "medico-militaire" en "inzonderheid" ook in artikel 5, 2°, te vervallen.

De tekst betreffende het tweede der in artikel 5, 2°, voorgeschreven examens kan beter als volgt worden gelezen :

"de beginselen van het opstellen der bestekken betreffende de aankoop van die voedingswaren en de daarop toepasselijke wetgeving".

\+

\+ +

Artikel 6.

Artikel 6 kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 6.-

De officieren van wie in de artikelen 2 tot 5 sprake is, worden van de hen betreffende technische examens vrijgesteld, indien zij lid zijn van een der koninklijke academies voor geneeskunde of geaggregeerde zijn van het hoger onderwijs van een der faculteiten van geneeskunde of van veeartsenijscholen in België of Belgisch-Congo".

\+

\+ +

.../...

Artikel 8.

Ter wille van de overeenstemming met de overige bepalingen van het ontwerp, en inzonderheid met artikel 7, leze men artikel 8 als volgt :

"Artikel 8.-

Officieren-ingenieurs der militaire fabrikaten moeten, om tot majoor-ingenieur der militaire fabrikaten te kunnen worden bevorderd, voor de volgende examens slagen :

1° een examen over de administratieve kennis die vereist is voor het uitoefenen van een betrekking van majoor-ingenieur der militaire fabrikaten;

2° het opstellen en het verdedigen van een proefschrift over een onderwerp in verband met de technische specialiteit van de kandidaat, waaruit moet blijken of deze de nodige technische kennis bezit voor het uitoefenen van een betrekking van majoor-ingenieur der militaire fabrikaten".

\+

\+ \+

Artikel 9.

De inleidende volzin van artikel 9 kan beter als volgt worden gelezen :

"Om tot majoor te kunnen worden bevorderd, kunnen de officieren van wie in artikel 1 sprake is, en die in een onder de Algemene Dienst Voorraden ressorterend orgaan sommige door de Minister van Lands-

.../...

verdediging bepaalde betrekkingen uitoefenen, op hun verzoek, de volgende examens afleggen in plaats van de in artikel 1 voorgeschrevene :

1° het opstellen en verdedigen van een technische studie in verband met de door de kandidaat uitgeoefende betrekking, waaruit moet blijken of hij de technische kennis bezit die van een hoofdofficier in de uitoefening van zijn betrekking is vereist;

2° de oplossing van een vraagstuk betreffende de administratie en de comptabiliteit van een militaire inrichting, waaruit moet blijken of de kandidaat de administratieve kennis bezit die van een hoofdofficier is vereist om een gespecialiseerde betrekking bij de Algemene Dienst Voorraden of bij daaronder ressorterende diensten uit te oefenen".

\+

\+ \+

Artikel 10.

Een betere lezing voor dit artikel ware :

"Artikel 10.-

Officieren die houder zijn van het stafbrevet of van het brevet van militair administrateur, zijn van de examens voor bevordering tot majoor vrijgesteld. De officieren-geneesheren die houder zijn van het stafbrevet, zijn echter alleen vrijgesteld van het in artikel 2, 3°, voorgeschreven praktisch examen".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 11.

Ter wille van de overeenstemming met de overige bepalingen van het ontwerp, vervange men de woorden "een reeks examens van theoretische aard", waarmede artikel 11, 1°, begint, door de woorden "een reeks theoretische examens"; het woord "functies" vervange men telkens door "betrekking".

De tekst onder 2° leze men als volgt :

"2° een praktisch examen waaruit moet blijken of de kandidaat bekwaam is, in een der betrekkingen van majoor van het korps waartoe hij behoort, zijn kennis inzake het in werking brengen der eenheden of organen van de luchtmacht in toepassing te brengen; voor officieren van het varend personeel omvat dit examen het uitvoeren van een luchtopdracht".

\+

\+ +

Artikel 12.

Een beter lezing voor dit artikel ware :

"Artikel 12.-

Officieren die houder zijn van het stafbrevet of van het brevet van militair administrateur zijn van de in artikel 11, 1°, voorgeschreven theoretische examens vrijgesteld".

\+

\+ +

.../...

Artikel 13.

Ter wille van de overeenstemming met de overige bepalingen van het ontwerp dient de vorm van artikel 13 als volgt te worden gewijzigd :

- onder 1° vervange men de woorden "een reeks examens van theoretische aard" door "een reeks theoretische examens";
  de woorden "de functies van majoor" vervange men door "de betrekking van korvetkapitein" ;

- onder 2° vervange men de woorden "een examen van praktische aard" door "een praktisch examen" ;
  het woord "functies" vervange men door "betrekking".
  Het tweede en het derde lid van 2° kunnen beter als volgt worden gelezen :

  "Voor dekofficieren is dit examen een commandoproef op zee ; het betreft eveneens het in toepassing brengen van de kennis die zij hebben opgedaan in een der door de Minister van Landsverdediging bepaalde zeevaartspecialiteiten".

\+

\+ +

Artikel 14.

Artikel 14 kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 14.-

Officieren die houder zijn van het stafbrevet of van het brevet van militair administrateur zijn

.../...

van de examens voor bevordering tot majoor vrijgestel Dekofficieren die houder zijn van een dezer brevetter zijn echter niet vrijgesteld van het in artikel 13, 2°, voorgeschreven examen".

+
+ +

Artikel 15.

Onder 2° vervange men in de Franse tekst het woord "résolution" door "solution".

Onder 3° vervange men, ter wille van de algemene overeenstemming, de woorden "de functies" door "de betrekking".

+
+ +

Artikel 17.

Artikel 17, tweede lid, van het ontwerp zegt :

"In beginsel worden de kandidaten in de volgorde van hun anciënniteit opgeroepen. De Minister van Landsverdediging mag evenwel van dit beginsel afwijken om bijzondere toestanden te regelen".

.../...

Volgens de rechtspraak van de Raad van State moet een dergelijke afwijking gemotiveerd of ten minste door de gegevens uit het dossier verantwoord zijn (Raad van State, COUCKE, 12 juli 1957, B.I blz. 507). Het is derhalve raadzaam deze verplichting tot motivering in de tekst tot uiting te doen komen. Voorgesteld wordt, dit tweede lid als volgt te lezen :

"De kandidaten worden in de volgorde van hun anciënniteit opgeroepen; in bijzondere gevallen echter kan de Minister van Landsverdediging, bij gemotiveerde beslissing, van die volgorde afwijken".

\+

\+ +

Artikel 18.

Ter wille van de overeenstemming met de overige bepalingen van het ontwerp, vervange men in artikel 18, 1°, van het ontwerp het woord "functies" door "betrekking".

\+

\+ +

.../...

Artikel 19.

Een betere lezing voor artikel 19, eerste lid ware :

"Elke examencommissie bestaat uit ten minste drie leden; de inspecteur-generaal maakt er van rechtswege deel van uit".

\+
\+ +

Artikel 20.

Opdat er geen moeilijkheden ontstaan uit de vraag welke aangelegenheden tot de bevoegdheid van de Minister behoren, met name welk systeem van beoordeling zal worden toegepast, wordt voorgesteld artikel 20 van het ontwerp zo aan te vullen dat aan de Minister de zorg wordt overgelaten alle andere details betreffende de inrichting van de examens vast te stellen.

Artikel 20 kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 20.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt voor de examens van elk korps, de omstandige opgave der programma's, de gedetailleerde samenstelling van de examencommissies, de uitsluitingscijfers, de datums der zittingen en alle andere bijzonderheden betreffende de inrichting van de examens".

\+
\+ +

.../...

Artikel 21.

Een andere lezing voor artikel 21 is :

"Artikel 21.-

Alleen met toestemming van de Minister van Landsverdediging mag de kandidaat zich een tweede maal voor de examens aanmelden ; de Minister beslist of de kandidaat de examens geheel dan wel gedeeltelijk moet overdoen.

Die toestemming kan alleen na advies van het bevorderingscomité worden geweigerd.

Het verzoek om toestemming moet aan de Minister van Landsverdediging worden gericht binnen twee maanden te rekenen van de kennisgeving van de mislukking".

+

\+ +

Artikel 22.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen:

"Artikel 22.-

De officier die, na te zijn geslaagd voor de examens voor bevordering tot majoor, naar een ander korps wordt overgeplaatst, kan in zijn nieuw korps tot majoor worden benoemd zonder dat hij de speciaal voor dat korps voorgeschreven examens moet afleggen".

+

\+ +

.../...

Het koninklijk besluit van 17 december 1953 tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 oktober 1951, genomen ter uitvoering van de wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering der officieren van de luchtmacht, heeft in artikel 8 van dat besluit van 6 oktober 1951 de volgende bepaling ingevoegd :

"De officier van wie sprake in het eerste lid, die in zijn macht of categorie geen toelating kreeg tot het volgen der lessen en het afleggen van het examen van majoor, of die voor dit laatste niet is geslaagd, en ook degene die werd voorbijgegaan, kunnen hun overplaatsing niet bekomen vóór zij van bevordering hebben afgezien".

Volgens het ontwerp van koninklijk besluit waarover de Raad van State op 26 juni 1958 (ontwerp nr L.6222) advies heeft gegeven, zal deze bepaling worden opgeheven.

Mocht de Regering de in het koninklijk besluit van 17 december 1953 vastgestelde regel in stand willen houden voor de beroepsexamens, dan zou zulke bepaling in het onderhavige ontwerp kunnen worden ingevoegd.

\+

\+ \+

De onderscheiden besluiten die thans de examens voor bevordering tot majoor regelen, bevatten alle een bepaling die mutatis mutandis als volgt is gesteld :

.../...

"De examens voor het bekomen van de graad van majoor zijn maar een element voor het waarderen van de kandidaat door het wapencomité. Het slagen in deze examens is een nodige, maar niet voldoende voorwaarde om tot de graad van majoor benoemd te worden".

Zulke bepaling is alleen een verwijzing naar de wet volgens welke de graden van hoofdofficier naar keuze van de Koning worden verleend. Zij is dus nie onmisbaar, maar nuttig kan ze wel zijn om, ten behoeve van de officieren, nauwkeurig aan te geven wat het betekent als zij slagen voor de door hen af te leggen examens, des te meer daar alle vroegere besluiten een soortgelijke bepaling bevatten. Mocht de Regering een zodanige bepaling in het ontwerp willen invoegen, dan zou deze, naar het voorbeeld van artikel 21 van het koninklijk besluit van 14 juli 1953 betreffende de school voor militaire administrateurs en de examens en proeven van majoor militair administrateur, als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De examens en proeven in dit besluit voorgeschreven, zijn slechts één van de gegevens waarmede het bevorderingscomité rekening houdt om advies uit te brengen.

Het slagen voor die examens en proeven is een noodzakelijke maar niet voldoende voorwaarde om tot de graad van majoor of van korvetkapitein te worden bevorderd".

+

+ + .../...

Artikel 23.

Dit artikel dient in twee artikelen te worden gesplitst. Paragraaf 2 wordt dan artikel 24.

Het verdient aanbeveling de opheffingsbepalingen te nummeren :

"Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 27 mei 1947 ... gewijzigd bij het besluit van de Regent van 14 juli 1950, bij het koninklijk besluit van 19 juli 1952 en bij artikel 22, 2°, van het koninklijk besluit van 14 juli 1953 ;

2° ... ".

Bovendien behoort het koninklijk besluit van 8 juli 1952 te worden vermeld vóór dat van 12 juli 1952.

Voorgesteld wordt, artikel 24 als volgt te lezen :

"Artikel 24.-

Voor officieren die, bij de inwerkingtreding van dit besluit, na een eerste mislukking toestemming hebben gekregen om de cursussen en examens geheel of gedeeltelijk over te doen, blijft de vroegere regeling van kracht".

+

+ + .../...

Artikel 24 van het ontwerp wordt artikel 25. Men leze het als volgt :

"Artikel 25.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit".

+

\+ +

Met inachtneming van hetgeen hiervoren reeds over de vorm van het ontwerp is opgemerkt, ware het nog wenselijk in de Nederlandse tekst de volgende wijzigingen aan te brengen :

De eerste volzin van de artikelen 2, 3, 4, 5, 7, 8, 11, 13 en 15 leze men mutatis mutandis zoals voor artikel 1 is voorgesteld : "Officieren - (...) moeten, om tot (...) te kunnen worden bevorderd, voor de volgende examens slagen".

Voorts leze men als volgt :

Artikel 3, 2° : "een reeks examens over de organisatie en de werkwijze van de gezondheidsdienst in vredes- en in oorlogstijd, en over de toepassing, voor militaire doeleinden, van de hygiëne, met inbegrip van de bromatologie, en van sommige wetenschappen betreffende chemische vergiften, bacteriologische wapens en kernwapens".

.../...

Artikel 5, 1° : "een reeks technische examens over :

- hygiëne ... (zie hiervoren in het advies) ...
- prophylaxe tegen besmettelijke dierenziekten waarvoor de mens vatbaar is ;
- hippologie ;
- deskundigen ... (zie hiervoren in het advies) ...".

Artikel 5, 2° : " een reeks examens over :

- de keuring van levensmiddelen van dierlijke oorsprong bestemd voor de voeding van de troep, de bewaring, de bereiding en de vrijwaring van deze levensmiddelen in alle stadia van de bevoorrading ;
- beginselen ... (zie hiervoren in het advies) ...
- het organiseren van alle stadia der bevoorrading in levensmiddelen op voet van vrede en op voet van oorlog ;
- de reglementen op de werkzaamheden van de militaire dierenarts".

.../...

Artikel 7, 2° : " het opstellen en verdedigen van een proefschrift betreffende de technische specialiteit van de kandidaat, waaruit moet blijken of hij de tijdens zijn opleiding verworven technische kennis heeft verdiept".

Artikel 13, 1° : "een reeks theoretische examens waaruit moet blijken of de kandidaat de kennis bezit van de techniek, de beginselen van het gebruik en de procédés voor het in werking brengen van eenheden of organen van de zeemacht, welke vereist is voor het uitoefenen van de betrekking van korvetkapitein in het korps waartoe hij behoort;".

Artikel 13, 3° : "het opstellen en verdedigen van een proefschrift over een onderwerp betreffende zeevaart of zeewezen;".

Artikel 15, 2° en 3° : "2° tactische examens bestaande in het oplossen van vraagstukken met betrekking tot het gebruik van de rijkswacht als zij optreedt in het kader van haar verschillende opdrachten, inzonderheid van de handhaving der orde ; uit deze examens moet blijken of de kandidaat de kennis bezit die van een hoofdofficier van de rijkswacht is vereist wat betreft de beginselen van het gebruik en de procédé's voor het in werking brengen van de eenheden der rijkswacht;

.../...

3°. een praktisch examen waaruit moet blijken of de kandidaat, in de betrekking van commandant van een mobiele of territoriale groep, of van een gelijkwaardige groepering bestaande uit mobiele en territoriale eenheden, bekwaam is zijn kennis betreffende het in werking brengen van de eenheden der rijkswacht in toepassing te brengen;".

Artikel 16 : "Officieren-stafbrevethouders zijn van deze examens vrijgesteld.

De Minister van Landsverdediging beschikt op de aanvragen om uitstel nadat hij het advies van de hiërarchische meerderen heeft ingewonnen. Hij beslist ook over het geval van officieren die zich niet voor de examens hebben aangemeld".

Artikel 18 : "1° De kandidaten mogen slechts dan aan de examens deelnemen wanneer zij het karakter, de morele hoedanigheden en het lichamelijk uithoudingsvermogen bezitten die vereist zijn om de betrekking van majoor in vredes- en in oorlogstijd uit te oefenen.
De hiërarchische meerderen moeten hierover uitdrukkelijk advies uitbrengen.

.../...

2° De Minister van Landsverdediging aanvaardt de kandidaturen of wijst ze af ; hij mag ze eerst afwijzen na het advies van het bevoegd bevorderingscomité te hebben ingewonnen.
De afwijzing van een kandidatuur is definitief".

Artikel 19, tweede lid : "Bij de rijkswacht echter wordt de inspecteur-generaal, indien hij officier van een ander krijgsmachtdeel is, door de commandant van de rijkswacht vervangen in de commissie voor het technisch examen en in de commissie voor het tactisch examen over de handhaving der orde".

Artikel 24 : "Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

A.BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.